

APPEL A CANDIDATURES

Nom de l'organisme : MINARM/SGA/SID/SID ATL (Ministère des Armées / Secrétariat Général pour l'Administration / Service d'Infrastructure de la Défense / Service d'Infrastructure de la Défense Atlantique)

MAPA < 90 000€

N° DE REFERENCE : 2026 BSTBST 9271

CATEGORIE PRINCIPALE

☐ TRAVAUX

☐ FOURNITURES

☒ SERVICES

OBJET DE LA CONSULTATION

EPMU Bretagne (29) – Mission d'AMO pour la passation et le suivi d'un marché industriel pour la refonte d'une chaîne de sécurisation pyrotechnique

DETAIL DE L'ANNONCE

Correspondant acheteur public

SID ATLANTIQUE
SD-AEBC / BAM / AAI
BCRM de Brest
CC16
29240 Brest Cedex 9
Adresse fonctionnelle SD-AC :
sid-atlantique-sd-ac-soutien-achat.contact.fct@intradef.gouv.fr
www.marches-publics.gouv.fr

Déroulement et délais prévisionnels

Transmission du DCE : septembre 2026

Caractéristiques principales

La mission d'AMO porte sur l'assistance technique à la définition des besoins, la rédaction du cahier des charges, l'analyse des offres techniques et le suivi de la conformité du marché industriel de refonte de la chaîne de sécurisation pyrotechnique d'un atelier.

L'objectif du projet de refonte vise à remplacer l'actuelle chaîne de commande analogique, obsolète et limitée en termes de traçabilité et de fiabilité, par une architecture numérique intégrée. Cette transition vise à accroître la sûreté de fonctionnement, la sécurité des personnels, ainsi que les capacités de monitoring en temps réel.

L'AMO accompagnera le maître d'ouvrage pour la concrétisation d'un marché industriel portant sur :

- ✓ Le remplacement de la logique analogique de mise en sécurité par une unité de traitement numérique (automate programmable industriel ou système dédié), assurant la gestion des séquences de sécurisation avec une haute disponibilité ;

	<p>✓ L'Adaptation/modernisation de la partie opérative de la chaîne de sécurisation à la nouvelle unité de traitement</p> <p>Le marché ne comporte pas de lot, ni de tranches.</p>								
Durée ou délai d'exécution du marché	<p>Les prestations à fournir dans le cadre du marché sont décomposées en 4 parties techniques. Le délai de chaque partie technique court à compter de la date fixée par un ordre de service prescrivant de les commencer.</p> <p>Le délai prévisionnel de chaque partie technique est le suivant :</p> <table border="1"> <tr> <td>Partie technique n°1 – Prestations à exécuter avant la passation du marché industriel</td><td>6 mois</td></tr> <tr> <td>Partie technique n°2 – Prestations à exécuter pendant la passation du marché industriel</td><td>4 mois</td></tr> <tr> <td>Partie technique n°3 – Prestations à exécuter pendant la réalisation du marché industriel</td><td>12 mois</td></tr> <tr> <td>Partie technique n°4 – Mission transverse – Assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'homologation cyber du S2I</td><td>6 mois</td></tr> </table>	Partie technique n°1 – Prestations à exécuter avant la passation du marché industriel	6 mois	Partie technique n°2 – Prestations à exécuter pendant la passation du marché industriel	4 mois	Partie technique n°3 – Prestations à exécuter pendant la réalisation du marché industriel	12 mois	Partie technique n°4 – Mission transverse – Assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'homologation cyber du S2I	6 mois
Partie technique n°1 – Prestations à exécuter avant la passation du marché industriel	6 mois								
Partie technique n°2 – Prestations à exécuter pendant la passation du marché industriel	4 mois								
Partie technique n°3 – Prestations à exécuter pendant la réalisation du marché industriel	12 mois								
Partie technique n°4 – Mission transverse – Assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'homologation cyber du S2I	6 mois								
Conditions relatives au marché	<p>1. Modalités essentielles de financement et de paiement :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Il sera fait application des dispositions des articles R.2123-4 à R2123-6 du Décret 2018-1075 du 03.12. 2018. ✓ Le financement est assuré exclusivement par des ressources budgétaires de l'Etat ✓ Le paiement sera effectué par acomptes mensuels. ✓ Le délai global de paiement des acomptes et du solde ne peut excéder trente (30) jours. ✓ Forme des prix : forfaitaires. ✓ Modalité de variation des prix : révisables. <p>2. Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : (le cas échéant) Conformément aux articles R.2123-4 à R2123-6 du Décret 2018-1075 du 03.12. 2018, les candidats doivent indiquer dans leur dossier de candidature s'ils se présentent en tant que candidat individuel ou en tant que groupement d'opérateurs économiques. La forme du groupement n'est pas imposée. Toutefois si le candidat souhaite se présenter sous la forme d'un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur pour l'exécution de la totalité du marché.</p> <p>3. Condition particulière Le titulaire du présent marché ne pourra se présenter en tant que candidat, cotraitant d'un groupement ou sous-traitant d'un membre du groupement du marché industriel relatif à la refonte de la chaîne de sécurisation pyrotechnique.</p> <p>4. Autres conditions particulières auxquelles est soumise l'exécution du marché, notamment eu égard à la sûreté de la fourniture des prestations et à la sécurité de l'information : Conformément aux dispositions de l'article 5.3.2.1 de l'arrêté du 09 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale, le marché est qualifié de contrat sensible.</p>								

Après notification du marché et avant l'exécution de celui-ci, une enquête administrative de la personne morale (EAPM, voir ci-dessous) sera sollicitée. En phase d'exécution, des documents portant la mention « **Diffusion Restreinte** » seront transmis au titulaire.

Le dossier de consultation de la présente procédure contiendra des documents portant la mention « **Diffusion Restreinte** ». Seuls les candidats ayant complété et signé l'annexe Z (pièce jointe n°1) téléchargeable sur PLACE dans la rubrique "Autres pièces téléchargeables par les entreprises ») et admis à présenter une offre pourront se voir remettre ces documents. En conséquence, **les candidats doivent signer électroniquement l'annexe Z et la joindre à leur dossier de candidature**

Une enquête administrative de la personne morale peut être sollicitée par l'autorité contractante, sur la base des éléments fournis dans le cadre du marché. Cette enquête est conclue par un avis de la DRSD.

À la fin du jugement des offres, le candidat dont l'offre a été retenue ne pourra se voir attribuer le marché que si l'enquête est conclue par un avis favorable. En cas d'avis défavorable, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le marché au premier candidat mieux disant ayant reçu un avis favorable.

Au titre de l'enquête administrative de la personne morale, tous les candidats (habilités ou non) devront impérativement joindre à leur dossier de candidature, sous peine de voir leur candidature rejetée, la **pièce-jointe n°2** « Protection du secret identification des établissements » (téléchargeable sur PLACE dans la rubrique « Autres pièces téléchargeables par les entreprises »).

Une fois remplie, cette annexe devient « **Diffusion Restreinte ».**

Ainsi, vous devez envoyer cette annexe :

Par ZED (conteneur chiffré) :

Sur PLACE, en conteneur chiffré via le logiciel ZED! ENTREPRISE. Le soumissionnaire devra transmettre le mot de passe d'ouverture du conteneur à l'adresse mail suivante : sid-atlantique-sd-ac-soutien-achat.contact.fct@intradef.gouv.fr

Le conteneur (déposé sur PLACE) et le mot de passe (transmis sur l'adresse mail) devront être déposés de manière concomitante avant la date et l'heure de remise des candidatures.

Le soumissionnaire est invité à se doter de la solution **ZED! ENTREPRISE (version certifiée par l'ANSSI)**.

Attention, l'acheteur ne pourra pas ouvrir les conteneurs cryptés ZED! FREE.

Par courrier :

Sur CD-Rom ou Clef USB par courrier postal, à l'adresse ci-dessous indiquée :

- Soit envoyé par La Poste en recommandé avec accusé de réception, à l'adresse indiquée ci-après :

SID Atlantique
Sous-direction achat, exécution budgétaire et comptabilité (SD-AEBC)
Bureau Achats Métiers (BAM)/AAI/SD-MP
BCRM de Brest – CC 16
29240 Brest Cedex 09

	<p>- Soit remis par transporteur ou contre récépissé tous les jours ouvrés en se présentant à l'adresse suivant :</p> <p style="text-align: center;">SID Atlantique – BAM/AAI/SD-MP Porte de Mesdoun 15 bis Avenue de l'Ecole Navale 29200 BREST</p> <p>Le pli contiendra une enveloppe intérieure dans laquelle sera inséré l'annexe de protection du secret. Cette enveloppe portera la mention suivante "Ne pas ouvrir" suivi de l'adresse du SID Atlantique indiqué ci-dessus, de l'objet de la consultation et du numéro d'appel d'offre, et du nom et adresse du soumissionnaire.</p> <p>Lors de la remise des candidatures, c'est la date de réception la plus tardive des deux envois (PLACE pour les documents non protégés et courrier postal pour les documents DR) qui sera prise en compte.</p>						
Critères d'attribution	<p>Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>CRITERES</th><th>PONDERATION</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>PRIX</td><td>60 %</td></tr> <tr> <td>VALEUR TECHNIQUE</td><td>40 %</td></tr> </tbody> </table>	CRITERES	PONDERATION	PRIX	60 %	VALEUR TECHNIQUE	40 %
CRITERES	PONDERATION						
PRIX	60 %						
VALEUR TECHNIQUE	40 %						
Critères candidatures	<p>Conditions de participation</p> <ul style="list-style-type: none"> • DC1 (lettre de candidature-habilitation du mandataire par ses cotraitants), DC2 déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement). Formulaire téléchargeables à partir du lien www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat • Ou DUME, les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution 2016/07 de la Commission européenne du 5 Janvier 2016 et disponible sur http://dume.choruspro.gouv.fr . • Extrait Kbis de moins de 3 mois, • Document(s) attestant des pouvoirs des personnes habilitées à engager le candidat ; • Attestations de références de missions d'AMO réalisées sur des projets similaires : <ul style="list-style-type: none"> - Projets impliquant des risques majeurs (nucléaire, chimique, pyrotechnique, défense). - Projets de réhabilitation de systèmes de sécurité. - Projets en environnement réglementé strict (normes ATEX, normes de défense). • Certificats de conformité ISO (9001, 45001) <p>Le pouvoir adjudicateur dans ce cas précise que la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de prestations attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.</p> <p>A l'exception du DC1, tous les documents demandés sont à fournir pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le candidat, 						

	<p>- et le cas échéant :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Le ou les cotraitant(s) * Le ou les sous-traitant(s) <p>Si le candidat a pour projet de recourir à la sous-traitance, il devra détailler les prestations envisagées en joignant un projet de DC4 complété. Le DC4 est transmis à titre de projet uniquement. Les mentions relatives au paiement direct du sous-traitant, y compris la caution bancaire, ne sont pas à renseigner à ce stade de la procédure.</p>
<p>Renseignements complémentaires</p>	<p>Autres renseignements :</p> <p>CETTE CONSULTATION EST DEMATERIALISEE.</p> <p>Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de négocier avec les soumissionnaires et peut toutefois attribuer le marché public sur la base des offres initiales.</p> <p>Conformément à l'article R.2123-4 à R2123-6 du Décret 2018-1075 du 03.12. 2018, chaque sous-traitant devra être soumis à l'acceptation du Pouvoir Adjudicateur. Celui-ci se réserve le droit de rejeter la demande de sous-traitance dans les cas prévus aux articles R.2123-4 à R2123-6 dudit Décret.</p> <p>CETTE CONSULTATION EST UN APPEL A CANDIDATURE</p> <p>TOUTES LES CANDIDATURES DEVRONT IMPERATIVEMENT ETRE DEPOSEES SUR LE PORTAIL www.marches-publics.gouv.fr. (un certificat numérique (RGS*ou** ou conditions de sécurité équivalentes) délivré par un organisme agréé est nécessaire pour ce mode de transmission).</p> <p>Pour les candidats retenus à l'issue de l'appel de candidatures, les documents écrits composants le dossier de consultation seront disponibles sur le site www.marches-publics.gouv.fr à l'exception de ceux non diffusables via PLACE.</p> <p>L'attention des candidats est attirée sur le fait que la ou les adresses de messagerie communiquées dans le formulaire DC1, feront fois pour la transmission de l'ensemble des documents dans le cadre de la présente procédure via le site www.marches-publics.gouv.fr. Il appartient au candidat de relever son courrier électronique régulièrement. La responsabilité du pouvoir adjudicateur ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps utiles.</p> <p>En cas de difficultés sur la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE), Un service d'assistance en ligne est disponible depuis le lien suivant Assistance ou via la languette Assistance.</p> <p>Un service de support téléphonique est également mis à disposition des entreprises souhaitant soumissionner aux marchés publics.</p> <p>Les dossiers qui seraient reçus par la section Autres Achats d'Infrastructures (SD-AC / BAM / AAI) après les dates et heures limites respectives fixées ci-avant ne seront pas retenus.</p> <p>Concernant l'annexe Z, à compléter et à signer électroniquement par le candidat, elle doit figurer de manière dissociée au sein de la réponse car la signature électronique doit être apposée directement sur le fichier non compressé constituant l'annexe Z. Les candidats doivent se procurer un certificat numérique conforme aux dispositions de l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, accessible sur le site legifrance.gouv.fr. La signature électronique du document sera réalisée, de préférence, sur la PLate-forme des Achats de l'État (PLACE). Si le candidat n'utilise pas l'outil de signature de la PLACE, il fournira la procédure</p>

	permettant la vérification de la validité de la signature conformément à l'arrêté du 12 avril 2018.		
Date limite de dépôt des candidatures	La date de remise des candidatures est fixée au : 16 juillet 2026 à 16h00		
Renseignements administratifs ou techniques	Les renseignements d'ordre administratif et technique peuvent être obtenus auprès de : BCRM de Brest – SID Atlantique SD-AC / BAM / AAI-SD-MP CC16 29240 Brest Cedex 9 sid-atlantique-sd-ac-soutien-achat.contact.fct@intradef.gouv.fr http://www.marches-publics.gouv.fr		
Code CPV	Lieu d'exécution	Variantes autorisées	
71336000-2 - Services d'assistance dans le domaine de l'ingénierie	Finistère (29)	Non	